



# LA TELEMATIQUE DANS LE PRETOIRE

DOMINIQUE COMMIOU

*1<sup>er</sup> janvier 1986 : le cadre juridique de la télématique va s'assouplir. Plus besoin de demander une autorisation préalable pour ouvrir un service. Une simple déclaration suffira. Reste un problème mal résolu : pour l'instant, des appels au crime ou des propos racistes peuvent être diffusés en toute impunité sur les messageries.*

**T**OUS les parents acceptent-ils facilement que leurs jeunes enfants puissent admirer sur l'écran de leur Minitel certains graphismes pornographiques ? Contre qui se retourner si l'on s'indigne des propos racistes que l'on peut parfois lire sur les messageries électroniques ? Un serveur peut-il s'enrichir impunément en diffusant les horaires des trains, alors que la SNCF offre déjà un tel service ? Nouveau média d'un type bien particulier, le vidéotex soulève un certain nombre de problèmes juridiques auxquels le cadre légal antérieur ne répond pas toujours de manière satisfaisante. Soit parce que les textes ne prévoyaient pas certaines situations introduites par ce nouveau mode de diffusion de l'information, soit parce que les particularités techniques du vidéotex rendent leur application irréaliste.

Jusqu'en 1982, un ensemble hétéro-

clite de textes relatifs au droit de la presse, à celui des télécommunications, de l'audiovisuel ou de l'informatique faisait référence. La loi du 29 juillet 1982 a harmonisé l'appareil légal en intégrant les services vidéotex aux services audiovisuels, auxquels elle apporte un cadre juridique tout à fait nouveau. Son article premier indique en effet que « la communication audiovisuelle est libre », ce qui implique une totale remise en cause du monopole de diffusion, dont bénéficiait l'Etat jusque-là. Conséquence essentielle pour le vidéotex : tout citoyen, personne morale ou physique, peut devenir fournisseur de service vidéotex. Sans restrictions ? Pas tout à fait. Dans sa sagesse, et compte tenu du contexte de l'époque, (les craintes de la presse écrite face à l'émergence d'un média concurrent), le législateur a pris certaines mesures pour permettre à la presse de s'adapter à la nouvelle réalité. Dans une période transitoire, « qui ne doit pas excéder le 1<sup>er</sup> janvier 1986 », l'ouverture de services de vidéotex interactifs est soumise à une autorisation préalable. Les postulants doivent adresser une demande à la préfecture de leur département. Laquelle transmet cette demande à la « commission consultative des services vidéographiques ». Celle-ci doit vérifier que la demande est conforme au cahier



des charges publié en annexe du décret n° 84-59 du 28 janvier 1984. Si la réponse de la commission n'est pas parvenue dans les deux mois à l'intéressé, l'autorisation est considérée comme accordée. C'est effectivement dans ces conditions d'« autorisation tacite » que plus de trois cents services ont été autorisés jusqu'ici par la commission. Nombre faible si on le rapporte au total des services ouverts (environ 1 400 actuellement). L'écart s'explique par le fait que tous les services vidéotex ne sont pas considérés par les textes comme des « services de communication audiovisuelle ». Ainsi, les messageries, assimilées à de la correspondance privée, ou les services privés ou internes à une entreprise (par exemple les services bancaires) ne sont pas soumis au régime d'autorisation.

**L**E cahier des charges auquel doivent se conformer les fournisseurs comprend plusieurs restrictions très importantes, dont la motivation principale tient à la protection de la presse écrite pendant la période transitoire. Il indique d'abord que les services offerts par les personnes morales doivent être conformes à leur raison sociale. Au-

trement dit, un fabricant d'automobiles, par exemple, n'a pas le droit de diffuser d'informations générales sur Minitel. Seules les entreprises de presse, dont c'est effectivement l'activité traditionnelle, ont ce privilège. La restriction s'applique également au secteur public. Ainsi, les municipalités ne peuvent diffuser des informations de caractère local que « dans la mesure où elles ne sont pas suffisamment diffusées par d'autres voies ».

**S**ECOND privilège accordé à la presse, celui de diffuser des petites annonces par Minitel. Seules les entreprises éditant une publication bénéficiant d'un certificat d'inscription délivré par la commission paritaire des publications et agences de presse ont ce droit.

Ces deux privilèges transitoires, destinés à ne pas déséquilibrer la presse écrite, vont prendre fin avec l'année 1985. A compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain, le régime d'autorisation disparaîtra au profit d'une simple déclaration préalable. Avec lui, disparaîtront également ces deux privilèges. Tout le monde pourra donc diffuser tout type d'informations et des petites annonces classées.

Est-ce à dire pour autant que la

presse rentrera alors dans le lot commun ? Pas exactement. Les PTT, échaudés par la vive opposition de la presse régionale quotidienne lors du lancement de l'annuaire électronique, et qui faillit faire capoter le projet de développement du vidéotex, ont appris à craindre la presse. Hors du cadre réglementaire, l'administration des télécommunications dispose encore d'une puissante carte pour favoriser à son gré tel ou tel secteur économique, telle ou telle entreprise. Il s'agit de l'attribution de la fonction « kiosque ». On sait que pour rémunérer leurs services, les fournisseurs disposent de deux modalités. L'abonnement est la première solution.

**M**OYENNANT quelques dizaines ou quelques centaines de francs par mois, le serveur délivre aux abonnés un mot de passe qui leur donne accès au service. Bien adaptée aux services professionnels, cette modalité est dissuasive pour le grand public. Ainsi, les spécialistes expliquent le relatif échec du système anglais de vidéotex. Prestel, par le fait que tous les services ne sont accessibles que par abonnement. Pour éviter cet écueil marketing, les PTT ont donc mis en place un



astucieux système : la fameuse « fonction kiosque ». L'idée consiste à opérer une facturation en temps réel des consultations de certains services par les PTT eux-mêmes, dans les auto-commutateurs spécialisés du réseau Télétel. L'administration reverse ensuite une partie des sommes perçues à chaque prestataire de service. La fonction kiosque est bien connue des minitelistes : elle correspond au numéro « 36-15-91-77 », l'ancien « 615 ». Tous les services accessibles par ce numéro sont en effet facturés 61,60 F de l'heure de connexion aux utilisateurs. Le « 36-15 » est le mode d'accès le plus rémunérateur pour les prestataires de services. Et voilà le verrou : comme son nom l'indique, la fonction « kiosque » a été créée d'abord pour les entreprises de presse. Bien qu'elle ait été depuis accordée à d'autres prestataires, elle reste décernée principalement aux entreprises de presse. Aucun texte juridique ne précise les critères d'attribution d'un numéro « 36-15 ». La Direction des affaires commerciales et télématiques (DACT) de la Direction générale des télécommunications (DGT) les délivre à son gré. Pour ne citer qu'un exemple, les horaires des trains, qui n'ont rien à voir avec la presse, sont proposés par la SNCF sur le « 36-15 ». On sait seulement que, « en principe », la fonction « kiosque » est réservée aux entreprises éditant une publication bénéficiant du certificat d'inscription délivré par la commission paritaire des publications et agences de presse. Certes, en cas de refus d'attribution d'un numéro « 36-15 », tout fournisseur de service peut intenter un recours devant le tribunal administratif en invoquant « l'excès de pouvoir administratif ». Mais de l'avis des spécialistes, une telle procédure a fort peu de chances d'aboutir. Il n'existe aucun exemple d'un tel recours, mais on peut penser que le tribunal administratif, s'appuyant sur le « contrôle minimal » de l'action administrative, le rejetterait.

**C**ETTE situation n'est pas saine. La fonction kiosque est le meilleur garant d'obtenir la rentabilité pour un service vidéotex grand public. Et avec le succès croissant du Minitel, les services accessibles par le « 36-15 » deviennent parfois de belles opérations financières. Aussi assiste-t-on à la naissance de publications de presse « bidon », dont la seule vraie fonction consiste à obtenir un accès à la fonction kiosque. De même, certains intervenants, très éloignés de la presse, obtiennent cet accès en s'alliant à un journal, pour obtenir, moyennant finances, un accès

au « 36-15 ». Bref, une sorte de trafic de numéros de commission paritaire des publications et agences de presse se développe. La logique voudrait, dans la mesure où on estime par ailleurs que la période transitoire destinée à permettre à la presse de s'adapter au nouveau média s'achève au 1<sup>er</sup> janvier 1986, que l'accès au « 36-15 » soit lui aussi libéralisé. Il est vrai qu'il subsiste un obstacle technique à cette généralisation de la fonction kiosque. La facturation automatique dans les centraux téléphoniques (méthode utilisée pour la fonction kiosque), est un processus complexe et coûteux. Le nombre d'accès par le « 36-15 » dans les points d'accès vidéotex du réseau Télétel est donc limité. Et puisqu'il faut choisir, on comprend que les PTT favorisent plutôt la presse que d'autres secteurs économiques. L'ouverture, il faut l'attendre pour les prochains mois, avec la création d'une nouvelle fonction kiosque, directement accessible par le réseau commuté, avec des tarifs modulés. A terme, la généralisation de la carte à mémoire devrait définitivement régler ce problème. Les fournisseurs de services pourront alors effectuer directement la facturation des consultations, au prix qui leur conviendra ; les clients paieront en introduisant leur carte à mémoire dans un lecteur connecté au Minitel.

**P**ARMI les autres questions juridiques soulevées par le développement du vidéotex, il apparaît que la majorité puisse être maintenant réglée par l'appareil légal actuel. Il en va ainsi de la propriété du contenu des services. Un fournisseur peut invoquer la loi de 1957 sur le droit d'auteur s'il constate qu'un concurrent indelicat a plagié l'un des services qu'il propose. En effet, la loi du 3 juillet 1985 sur les entreprises de communication audiovisuelles considère dans son article 24 que les fournisseurs de services vidéotex sont bien des entreprises de communication audiovisuelle et qu'à ce titre ils sont protégés par les textes antérieurs sur le droit d'auteur, tout comme les auteurs de logiciels informatiques. Reste là le problème de l'antériorité. Comment prouver que son service a bien été créé avant celui qu'on estime être une copie ? L'absence de dépôt légal en France rend cette tâche très délicate. Il est beaucoup plus difficile de concevoir un dépôt légal de banques de données informatiques (les services vidéotex font partie de cette catégorie) que de livres et de journaux. Ces informations sont par nature très changeantes, elles sont organisées de manière très variable selon les maté-

TAPEZ

A R



ARCANE 36 15 91 77

riels utilisés et leur exploitation coûte très cher. La « commission du suivi des expériences télématiques destinées au public » a estimé les coûts d'un tel dépôt légal, dans un rapport en date du 15 janvier 1985. Selon elle, la copie d'un disque magnétique stockant 600 millions de caractères revient à 4 000 F. Et si l'on ne conservait qu'une impression sur papier des données des services vidéotex, il en coûterait 0,40 F par page. Il y a là une impossibilité économique.

Quant à la responsabilité sur le contenu des informations diffusées par Minitel, elle rentre dans le cadre de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse. Les infractions pénales que contient ce texte, relatives aux délits de presse, s'appliquent parfaitement aux services vidéotex. Une seule difficulté : trouver le responsable du délit éventuel. Dans un journal, le responsable légal est facile à identifier. Il s'agit du directeur de la publication, dont le nom figure obligatoirement sur chaque exemplaire de la publication. Dans un service vidéotex, la qualification du responsable peut être plus délicate, bien que le fournisseur de service soit tenu de déclarer la personne responsable du contenu. Il subsiste pourtant une

grosse difficulté en matière de responsabilité sur le contenu des informations diffusées par Minitel, c'est le problème des messageries électroniques. Qui est responsables des propos délictueux qui peuvent se tenir sur les messageries Minitel ? Pour l'instant, personne ! En effet, les messageries sont considérées par les textes actuels comme de la correspondance privée. Les propos qu'elles contiennent ne sont donc régis par aucun texte. Mais ce statut des messageries n'est qu'une fiction juridique. Les échanges sur Minitel, sauf dans le cas des dialogues, sont accessibles à toutes les personnes connectées à un moment donné et ont donc bien un caractère public. Si on poussait la doctrine actuelle à son terme, seuls les officiers de police judiciaire munis d'une commission rogatoire délivrée par un juge auraient le droit de se connecter.

**E**N tant que « correspondance privée », les messageries peuvent en effet être assimilées à des conversations téléphoniques. Et comme chacun sait, seules les écoutes téléphoniques dûment mandatées par l'autorité judiciaire sont légales... Difficile, en réalité, de nier le

caractère public des messageries. La question a d'ailleurs été posée au ministre des PTT à l'Assemblée nationale par Louise Moreau, député, le 17 juin dernier. La réponse rappelle que pour les messageries, en tant que correspondances privées, « il ne saurait être parlé de responsabilité éditoriale au sens où l'entend la juridiction sur la presse ». Mais le ministre des PTT précise : « Dans l'état actuel du droit ».

Ce qui laisse sérieusement penser que la législation pourrait évoluer sur ce point. De fait, les juristes de la DGT étudient cette question épineuse.

Exception faite des messageries, on constate finalement qu'il n'existe plus de vide juridique. Le vidéotex dispose d'un cadre légal bien structuré. La surprise, c'est qu'il est fort peu utilisé.

Alors qu'on compte plus de 1 400 services, que plus d'un million de terminaux sont installés et que les intérêts financiers en jeu deviennent considérables, aucune action judiciaire relative au vidéotex n'a été menée à son terme. Si certaines procédures ont été entamées, jusqu'ici, tous les conflits se sont réglés à l'amiable : la jurisprudence du vidéotex est inexistante. ●

APRÈS LA REGRETTABLE AFFAIRE

«GREENPEACE»



LES SERVICES SECRETS  
RECRUTENT SUR MINITEL...

numéro confidentiel à ne pas divulguer:

36-15-91-77 — Taper MYL